

Crise de croissance : vers une nouvelle prospérité ?

Toute politique de développement socio-économique se doit évidemment de prendre en compte ces fameuses "externalités négatives", ces "dégâts collatéraux". Le système capitaliste est une formidable machine à créer de la richesse mais il est également une formidable machine à la détruire – la crise, commencée à l'automne 2008 et toujours en cours, l'a plus que démontré -. De même, il détruit son environnement et croît au même rythme que les inégalités. Outre le questionnement sur le sens même de cette quête infinie de développement, réduite à la croissance des richesses produites, on se doit de réfléchir au dilemme de la croissance capitaliste : impossibilité de croître sans nuire à l'égalité, à l'environnement, aux ressources naturelles pour certaines non infinies... Les débats actuels qui opposent croissants et décroissants peuvent paraître fort éloignés de la lutte contre l'exclusion et la pauvreté, pourtant il semble bien que les réponses qui en émergent sont au cœur de la lutte contre l'exclusion, pour peu que le rapport de force évolue favorablement du côté des exclus. Rien n'est moins sûr...

L'ENJEU OUBLIÉ DE LA RÉPARTITION

Les opposants à la décroissance ont l'actualité pour eux : 2009 a été une année de récession mondiale et les conséquences sur l'emploi

LES "MARCHÉS" CONTINUENT À IMPOSER LEURS LOIS. LA RÉCESSION SEMBLE DERRIÈRE NOUS MAIS TOUT PEU ENCORE ARRIVER. LE MONDE DU TRAVAIL, LES MÉNAGES, LES FONCTIONNAIRES, LES ALLOCATAIRES SOCIAUX NE PEUVENT VOIR L'AVENIR EN ROSE. ET MAINTENANT, QUE FAIRE ? BUSINESS AS USUAL, CONTINUER LA LUTTE SUR LES MÊMES BASES OU PENSER UN AUTRE MODE DE DÉVELOPPEMENT QUI RELÈGUERAIT LA QUÊTE DE PROFIT PERSONNEL AU RANG DES VALEURS D'UN AUTRE TEMPS ?

/ Luca Ciccia
CSCE

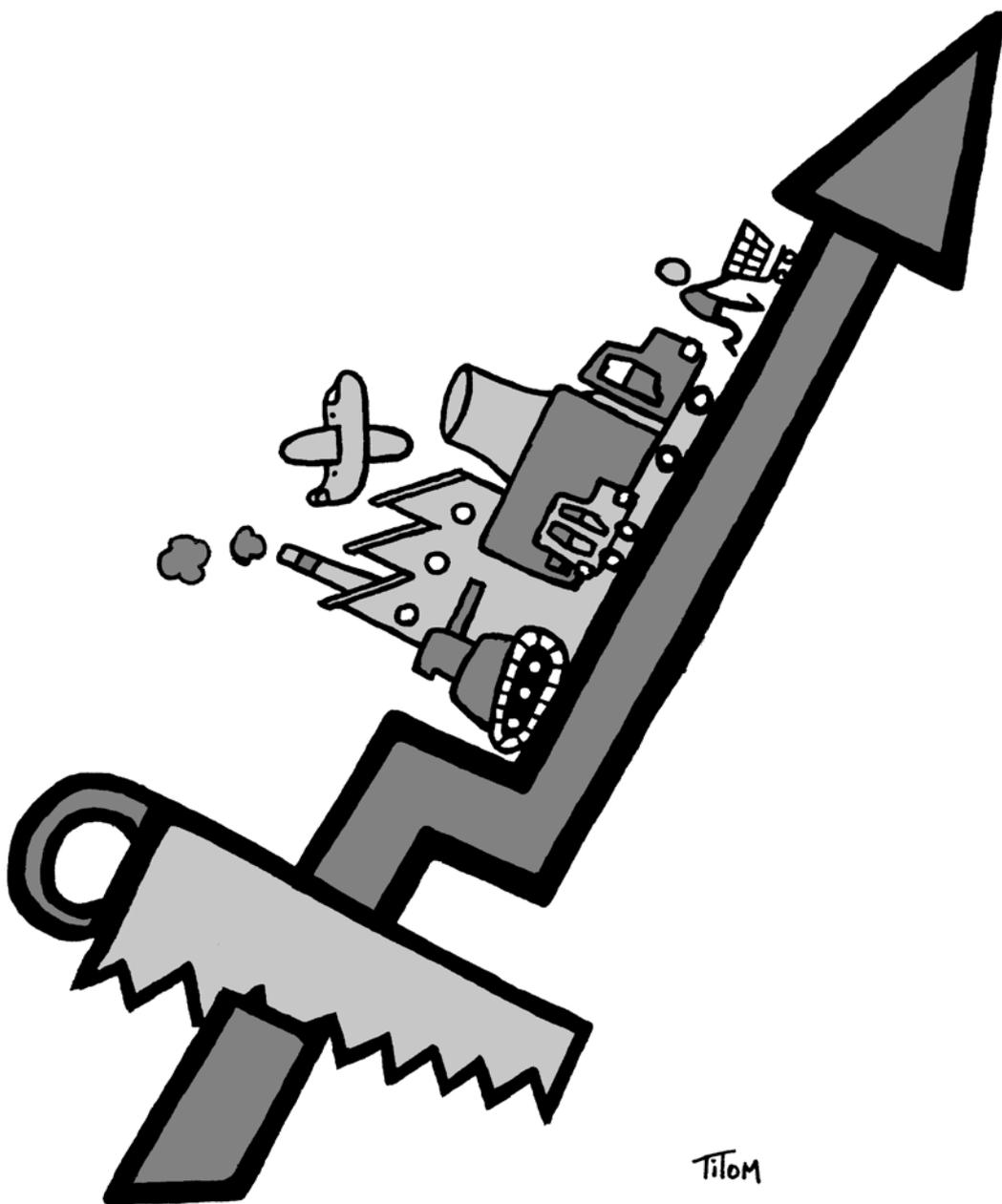
et les conditions matérielles de vie s'en sont dramatiquement fait sentir, ici et ailleurs. Or la décroissance et la récession, c'est du pareil au même... Les décroissants affirment, eux, que malgré les périodes de croissance antérieures, les inégalités ont augmenté. Qui dit vrai, qui dit faux ? Et si la vérité était ailleurs... Deux séries de chiffres pour illustrer le propos. Tout d'abord, ce 15 mars, le SPF économie nous livrait cette série de statistiques : "En 10 ans, de 1997 à 2007, l'inégalité de revenus avant impôts a augmenté de 16 % et de 22 % pour l'inégalité après impôts." Qu'en conclure ? Première conclusion : malgré la croissance,

les inégalités ont augmenté et, pire encore, les politiques fiscales les ont accentuées. Deuxième élément : après la crise "financière" de l'automne 2008 vint la récession mondiale en 2009 qui est établie à 2,2 % selon la Banque mondiale. Pendant ce temps, le magazine américain Forbes a compté pas moins de 1 011 milliardaires (en dollars) en 2010, contre 793 l'an dernier. Ils cumulent à eux seuls 3 600 milliards, contre 2 400 en 2009... (En 2009, par rapport à 2008, il ne restait plus que 793 milliardaires dans le monde, contre 1 125 en 2008.) Deuxième conclusion : croissance ou pas, les inégalités augmentent... Dans les

deux cas, croissance ou non, les inégalités et la pauvreté trouvent donc leur solution dans une bataille qui reste centrale : la répartition des richesses ! Que ce soit en matière de revenus ou d'accès à l'emploi (via la réduction du temps de travail), c'est bien la répartition qui doit guider nos efforts, qu'il y ait croissance ou non... Oui, en matière de lutte contre l'exclusion, la vérité est bien ailleurs et les débats opposant croissants et décroissants semblent déconnectés de la réalité et de l'urgence sociale.

URGENCE ET RÉALITÉ SOCIALE

L'urgence sociale paraît évidente pour les pays dits en voie de



TilOM

développement. Nutrition, santé, enseignement, accès aux biens et services de base sont autant de nécessités encore fort éloignées de la vie quotidienne de plus de la moitié des habitants de cette planète... Les débats opposant croissants et décroissants ne permettent de répondre à ces enjeux. La croissance mondiale par le libre-échange accentue les inégalités et après plus de 30 ans de mise en œuvre, rien ne permet d'indiquer un avenir meilleur pour ces populations, hormis sans doute en Asie (en Inde et en Chine, par exemple). Tout cela est peut-être fort lointain. Voyons ce qu'il en est chez nous en regardant de plus près la réalité des revenus

de nos concitoyens. Il paraît que le Belge épargne beaucoup. Mais de quel Belge parle-t-on? Il paraît que nous consommons trop, de manière futile. Mais de quels Belges parle-t-on? L'enquête sur les budgets des ménages du SPF économie pour l'année 2008 est éclairante parce que la population est répartie en quartiles. Si le premier quart des ménages a une consommation moyenne de 18 674 euros par an, le deuxième ne s'élève qu'à 27 381 euros, le troisième à 35 780 euros et le dernier quartile à 50 088 euros par an. Constat rapide: pour plus de la moitié de la population, la consommation semble demeurée confinée au "vital", au néces-

saire. Et l'on voit mal comment peuvent être reçus positivement les appels des décroissants à la "déconsommation" et à la simplicité conviviale... Les 18 674 euros du quart des ménages moyens sont ainsi répartis: 3 122 euros pour l'alimentation, les boissons et le tabac; 566 pour l'habillement et les chaussures; 6 212 pour l'habitat et ses charges (chauffage, électricité, eau); 892 pour les meubles et appareils ménagers (contre 3 439 pour le dernier quartile); 1 058 pour la santé; 2 323 pour les transports et les communications (contre 9 331 pour le dernier quartile); 1 161 pour la culture, les loisirs et l'enseignement (contre 4 353 pour

(37)

BUDGET: DÉBATS DE FOND ÉCARTÉS ET DÉCISIONS REPORTÉES...

(Réginald Savage)

Malgré son déficit public abyssal, la Belgique préfère faire la politique de l'autruche.

(40)

UNE PROSPÉRITÉ SANS CROISSANCE

(Luca Ciccia)

Tim Jackson entend dépasser l'opposition entre "croissants" et "décroissants".

(42)

LES BANQUES SONT TROP IMPORTANTES POUR LES LAISSER AUX CHASSEURS DE PROFITS.

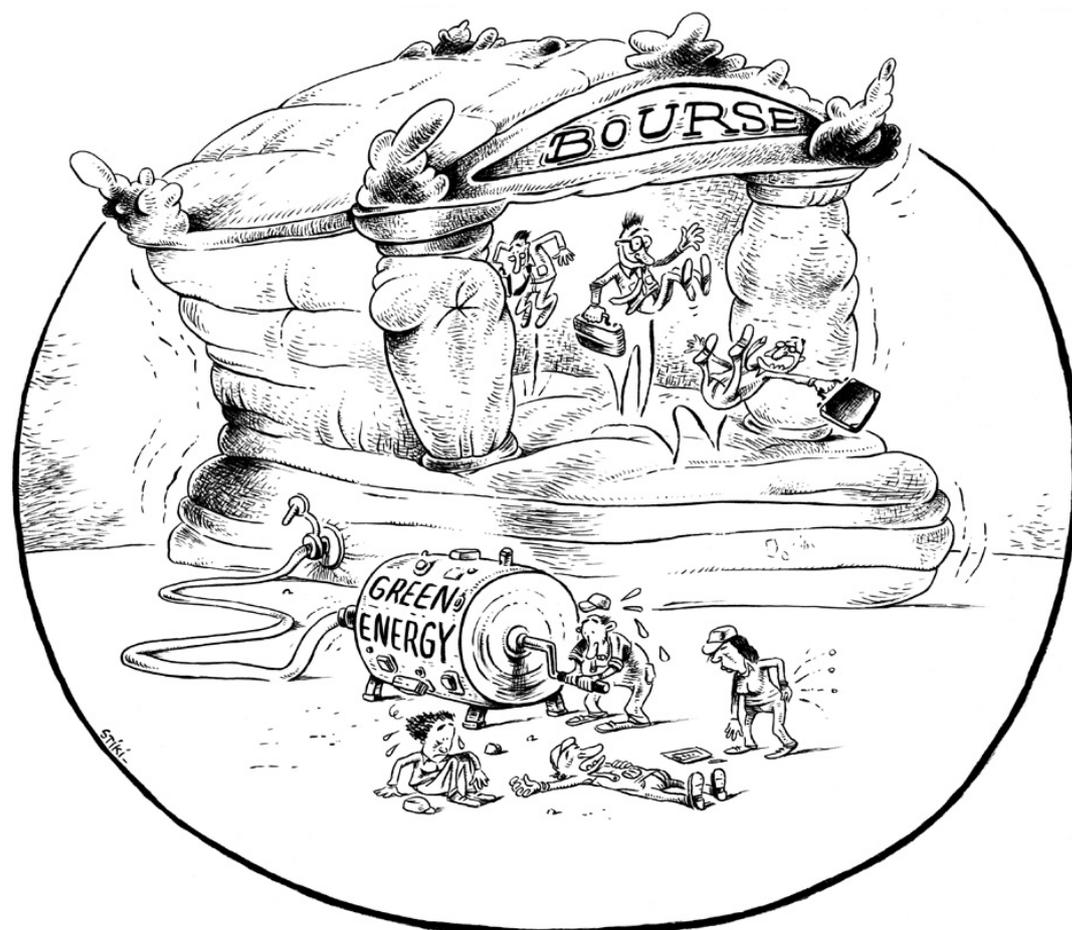
(Marco Van Hees)

Comment les banquiers ont réussi le hold-up du millénaire, après être passés à deux doigts de la faillite.

le dernier quartile); 3 351 pour les autres biens et services tels que l'horéca, le tourisme, les soins corporels, les assurances et produits financiers, les amendes, etc. (contre 10 581 pour le dernier quartile). Ce rapide survol suffit à démontrer que, hormis en matière de transport (la voiture essentiellement), on voit difficilement comment les ménages pourraient s'enthousiasmer pour la décroissance conviviale... Ce qui apparaît surtout: les différences d'accès aux biens et services et, par là même, les possibilités manquées par l'État d'orienter, distribuer et redistribuer autrement les richesses produites.

L'ILLUSION DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

Si en matière d'inégalités et de revenus le débat opposant croissants et décroissants semble "hors de la réalité", il demeure que le dilemme de la croissance dans ses aspects environnementaux est posé. Depuis la conférence de Rio de 1992, la notion de développement durable est censée représenter cette possibilité théorique de concilier développement et respect de la planète. Le développement durable repose sur l'idée que le développement est possible s'il concilie l'économie, le social et l'écologie. Point de débat sur le moteur actuel du développement qu'est la quête de profit, essence même du capitalisme. Point de débat sur le contexte politique et historique qui indique clairement que nous sommes dans une période de dérégulation néolibérale. Point de débat sur le lien entre cette période historique et les conséquences en matières sociales et écologiques. Dans son acceptation internationale, c'est la croissance qui reste condition du développement. Tout au plus s'agit-il d'agir sur les éléments perturbateurs... Sont ainsi mises en avant une série de politiques: fiscalité verte "positive" et "négative", mise sur le marché de droits de polluer ou encore les indicateurs alternatifs. Le moins que l'on puisse faire est de s'interroger sur l'efficacité de ces mesures: le système d'échange de quotas n'a, par exemple, pas



contribué à diminuer de manière importante les émissions de CO₂ qui, malgré celui-ci, ont même continué à augmenter. On peut aussi se poser des questions sur les indicateurs alternatifs. Certains sont communément admis au niveau international, pensons à l'IDH (indicateur du développement humain de l'ONU). Quelles conséquences concrètes? En quoi des critères non monétarisés peuvent-ils réellement influencer sur les actions des entreprises (et de leurs actionnaires)? En quoi des critères non monétarisés peuvent-ils réellement influencer sur l'action de gouvernements qui financent toutes leurs politiques en fonction de l'évolution de leur budget? La réponse paraît évidente... Le développement durable ainsi mis en œuvre relève de l'illusion car il ne peut parvenir à s'opposer à ce qui fonde nos problèmes: l'organisation de la société est tout entière centrée autour de la recherche personnelle de profits... et génère ainsi pauvreté et exclusion.

QUELLES ALTERNATIVES ?

L'alternative la plus crédible et partiellement mise en œuvre dans

les pays "riches" est le "green new deal". Ce keynésianisme vert vise à relancer la machine, à orienter la relance vers les secteurs verts (construction, transport, énergie, déchets, etc.) mais également à réguler à nouveau la finance et les banques. Mais il semble bien que ce keynésianisme vert s'intègre toujours dans une logique capitaliste d'accumulation et de quête infinie de profits personnels. De plus, il ne permet pas de résoudre le problème posé par la croissance en termes d'inégalités ou d'épuisement des ressources naturelles par exemple. C'est ici qu'interviennent généralement les décroissants. Mais il semble que se dessine une possible "troisième voie". Ainsi, la remise en question de la croissance, telle que portée par le Britannique Tim Jackson, n'évoque pas la décroissance mais plutôt le contenu de la croissance. In fine, certains secteurs d'activité doivent croître - les services aux personnes et globalement les secteurs non marchands par exemple -. D'autres doivent décroître ou être fondamentalement transformés - les

secteurs énergivores émetteurs de CO₂ par exemple -. Mais ça ne saurait suffire. Cette possibilité de transformation de l'économie doit voir le rôle de l'État accentué, la démocratie dans l'entreprise étendue, les richesses produites davantage soumises au questionnement démocratique, l'activité économique davantage régulée et orientée. Enfin, tout nouveau modèle de développement ne peut (y compris si nous gardons le même) être viable et socialement juste que par le biais d'une vaste réduction collective du temps de travail. Nous y reviendrons... En attendant, ce dossier sur la crise vous permettra d'y voir plus clair sur les enjeux liés à l'endettement de l'État grâce à l'article de Réginald Savage. Une fois de plus, Marco Van Hees dévoile les dessous nauséabonds de certains milieux socio-économiques, ici les banques qui ont provoqué cet endettement. Enfin, nous ouvrons un débat, par le biais d'une mise en appétit du livre de Tim Jackson qui pose la question de la prospérité sans la croissance. ■